

SAÏD SADI DÉNONCE :

«C'est la constitutionnalisation
de la tribalisation du pouvoir»

Saïd Sadi, le président du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), n'est pas homme politique à éprouver une tendresse à l'égard d'un pouvoir qui tord le cou au principe de l'alternance en ordonnant ses funérailles aujourd'hui au palais des Nations à Alger. Pour lui, la révision de la Constitution est «un hold-up», une «constitutionnalisation de la tribalisation du pouvoir».

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Aussi, c'est un refus net et catégorique que son parti oppose à cette révision constitutionnelle.

Un refus qui s'exprimera aujourd'hui par un vote contre.

Le boycott, qui aurait pu convenir comme expression de refus, a été évacué, tant, selon Saïd Sadi, il pourrait, chez certains, être interprété comme une attitude de démission.

L'argument justifiant ce rejet de la révision constitutionnel y coule abondant, que ce soit dans le fond que par rapport à la forme.

De prime abord, le président du RCD relève qu'il n'est pas dans la prérogative du Parlement de se prononcer sur les amendements constitutionnels proposés et, en le faisant, il commettra une forfaiture.

Ceci parce que, contrairement à ce que le pouvoir assène comme considérants, la révision

constitutionnelle attente bel et bien et de façon flagrante aux équilibres des pouvoirs.

«Les amendements proposés remettent en cause les équilibres formels des pouvoirs pour consacrer la personnalisation du régime dont le pire des avatars est l'officialisation de la tribalisation de l'Etat.»

Saïd Sadi, qui a qualifié Ahmed Ouyahia d'intermittent de la chefferie du gouvernement, après avoir rappelé qu'il a défendu en 1996 le principe de la limitation des mandats de la même manière qu'il le fait aujourd'hui pour l'abolition de ce principe, a souligné que «le Premier ministre ne sera qu'un chef de cabinet, ne jouissant d'aucune prérogative, contrairement au chef du gouvernement qui jouissait de certaines prérogatives».

Mais il n'y a pas que l'asservissement de l'exécutif qui fait ainsi réagir le président du RCD. Il y a également ce qu'il a quali-



«La révision, attente aux équilibres des pouvoirs.»

fié de détournement du patrimoine symbolique de la nation.

«La confiscation et l'asservissement de l'exécutif sont adossés au détournement du patrimoine symbolique de l'Etat. Plus que partout ailleurs, l'ordre colonial a commis en Algérie d'innombrables crimes qui le condamnent irrémédiablement au regard des hommes et de l'Histoire. Le moment de vérité est arrivé. Le mensonge d'Etat, qui a falsifié données chiffrées et événements historiques, est à l'origine de l'impasse à l'algérienne. Ceux qui commettent le sacrilège de l'inflation de faux moudjahidine et des victimes de la guerre n'ont pour unique souci que la Constitution et l'élargissement des clientèles qui légitiment un système de

prédation», a affirmé Saïd Sadi. Et, sur cette question de la mémoire et du patrimoine historique, Saïd Sadi apporte, au pouvoir, la contradiction, preuve à l'appui.

Saïd Sadi a cité le cas de la famille du chahid Si Lakhdar de la Wilaya IV spoliée de ses biens par un «agent actif» des services français, Taher Lembarek, en l'occurrence, dont la qualité d'agent actif est attestée par des documents datant de 1959 remis à la presse par le président du RCD.

Par cette illustration, outre la dénonciation de la grave injustice, le président du RCD signifie que le pouvoir n'est pas véritablement intéressé par la protection de la mémoire et du patrimoine historique. «De tels cas ne sont pas isolés. Ils renseignent sur la nature d'une

Saïd Sadi a fait part de la destitution illégale du P/APC de Berriane, le jour même où Yazid Zerhouni s'est rendu chez la famille du maire RCD de Timezrit, assassiné par les terroristes.

Saïd Sadi, qui a informé qu'une plainte allait être déposée, a estimé que c'est là «une déclinaison locale par anticipation de la révision constitutionnelle».

Par ailleurs, s'il qualifie la révision constitutionnelle de putsch, Saïd Sadi ne se gêne pas pour nommer ses auteurs : le clan d'Oudjda.

«Les adversaires de l'Etat démocratique et social de Novembre et de la Soummam qui ont organisé le putsch de l'été 1962, consolidé par celui du 19 juin 1965, s'imposent une nouvelle fois par un coup de force constitutionnel.»

Le président du RCD a informé également que la proposition de vote à bulletin secret a été rejetée.

S. A. I.

Présidentielle d'avril 2009

Interrogé sur la velléité qui lui est prêtée de se porter candidat à la présidentielle de 2009, Saïd Sadi dira : «Il n'est pas question pour nous de nous présenter s'il n'y a pas d'observation internationale de qualité et massive qui disqualifiera totalement l'administration.»

S. A. I.

Les «arguments» d'Ouyahia

Face aux 104 élus qui constituent ses groupes parlementaires au sein des deux chambres du Parlement, Ahmed Ouyahia a fait étalage des arguments qui l'ont poussé à soutenir la révision de la Constitution.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Prêchant devant un auditoire acquis à ses thèses, le numéro un du RND a expliqué que ce choix s'était naturellement imposé à sa formation politique qui, dit-il, agit par «fidélité» à la famille politique à laquelle elle appartient.

Amendement par amendement, il a tenté de balayer d'un revers de main toutes les critiques

faites au texte qui sera voté aujourd'hui.

C'est ainsi qu'au sujet de la préservation des symboles de la Révolution, il estime que cette disposition mettra à l'abri l'Algérie des tentatives qui, par le passé, visaient à remettre en cause un des acquis de la Révolution.

Selon Ouyahia, un texte avait été préparé dans les années 80 afin d'éliminer

la fameuse strophe de l'hymne national. Une situation qui, selon l'orateur, pourrait se présenter un jour si l'Etat algérien se retrouvait, encore une fois, en position de faiblesse, ce qui, selon lui, légitime le nouvel article introduit.

Idem pour l'enseignement de l'histoire qui, selon le chef de file du RND, doit se faire avec comme arrière-pensée non pas des règlements de comptes mais le souci de laisser aux jeunes générations un héritage dont elles peuvent être fières. Au sujet de la promotion du rôle de la

femme en politique, il se dit très à l'aise. Idem pour la non-limitation des mandats qui, selon lui, ne viole aucunement le principe de l'alternance au pouvoir.

Avec sa double casquette de chef du gouvernement et de patron du RND, il se dit tout à fait d'accord avec la suppression du poste qu'il occupe actuellement puisque, affirme-t-il, «c'est une pure invention algérienne» et qu'aucun pays ayant un régime politique similaire à celui de l'Algérie n'avait adopté ce type de mode de fonctionnement.

N. I.

Communiqué du MDS

Arrêtés hier à Alger-Centre par la police alors qu'ils distribuaient des déclarations du MDS, Yacine Téguia, membre du bureau national, et un jeune militant ont été relâchés après avoir subi un interrogatoire et, de nouveau, interpellés ce matin au moment où ils se sont présentés pour récupérer leurs pièces d'identité. Dans la même nuit d'hier, Direm Amine, chanteur engagé de rap, et un autre jeune militant du MDS ont été arrêtés à Alger-Centre, ils sont toujours au commissariat.

Le crime de ces citoyens a été de défendre une position politique : le rejet des amendements de la Constitution que le pouvoir veut imposer en s'appuyant sur des parlementaires corrompus pour introniser Bouteflika à la tête de l'Etat de manière définitive.

Ces intimidations inacceptables ont la prétention de nous faire taire et d'empêcher les citoyens d'exercer un droit constitutionnel arraché de haute lutte et au prix de sacrifices immenses : celui d'exprimer une opinion.

Au même moment, des slogans de soutien au programme du président et au troisième mandat fleurissent aux quatre coins du pays à l'abri et sous la protection des appareils policiers et judiciaires.

Tenter de faire peur aux citoyens n'a jamais et nulle part fait avancer la démocratie.

Le MDS ne se taira pas. Il continuera à exercer son droit constitutionnel, à informer les citoyens sur la gravité de la forfaiture et à alerter l'opinion publique nationale et internationale sur les pratiques qui visent à bâillonner toute expression démocratique.

Face à ces dérives dangereuses, le MDS appelle l'opinion publique, les forces sociales et politiques démocratiques à réagir pour faire cesser ce harcèlement et exiger la libération immédiate et sans conditions des militants interpellés.

**Pour le Bureau national du MDS/
le secrétaire général par intérim,
Hocine Ali**

Alger, le 11 novembre 2008